

si le Gouvernement a pris à sa charge une partie des frais de secours, c'est en raison du caractère national du problème. Lui ayant toujours reconnu ce caractère, nous faisons preuve d'inconséquence en laissant supporter jusqu'à la moitié des frais y afférant par les municipalités, dont les seules recettes proviennent de l'impôt direct, lequel atteint en majeure partie les maisons d'habitation. Que le Gouvernement fédéral se charge au moins des chômeurs aptes au travail, laissant les autres au soin des municipalités, s'il le veut. Les inaptes constitueront bien une charge assez lourde, leur nombre s'étant fortement accru depuis quelques années. En effet, des milliers de chômeurs sont devenus inaptes à tout emploi par suite de leur longue inactivité. L'état de choses actuel est destructeur de toute initiative. La banqueroute se dessine à l'horizon. Le fardeau de l'impôt et la menace de son aggravation font considérer la possession de biens fonciers comme chose à redouter. Par conséquent, les travaux de construction et d'amélioration qui, normalement, s'effectueraient dans nos villes, ne se font pas.

Il y aurait donc grande utilité, selon moi, à mettre en œuvre tous les moyens possibles de procurer du travail aux chômeurs. Abstraction faite de l'aspect humanitaire, ce serait avantageux au point de vue économique. Chaque personne que l'on laisse passer du rang des aptes au travail à celui des inaptes devient, peut-être pour le reste de sa vie, une menace, dans la proportion de \$500 à \$1,000 par année, à l'équilibre budgétaire, sinon du Dominion, du moins de ses subdivisions. Somme toute, le problème est celui de l'ensemble de la population du Canada et non pas seulement de la population envisagée au point de vue de l'autorité fédérale.

J'approuve toutes les mesures envisagées au sujet de la route trans-canadienne et du tourisme; je pense qu'elles fourniront beaucoup de travail. J'estime qu'il y aurait lieu d'examiner la question ferroviaire en vue d'empêcher des réductions de personnel. Si l'on adopte le rapport dans ses grandes lignes, j'entrevois l'espoir d'une solution satisfaisante, pour ne pas dire complète. Nous pourrions adopter une politique à longue échéance dont le succès tiendrait, jusqu'à un certain point, à la récolte que nous espérons toujours. On inclinerait à croire que le Seigneur a décidé d'étendre de nouveau sa sollicitude à la partie du pays d'où je viens, et que la population de la Saskatchewan, ce vaste grenier, pourra probablement, l'an prochain, fournir comme autrefois son apport considérable à l'économie du pays.

[M. Maybank.]

M. F. E. LENNARD (Wentworth): Monsieur le président, la population de l'Ouest qui a tant souffert de la sécheresse a vraiment toute ma sympathie. Il se peut aussi que l'Est ne se rende pas très bien compte des misères que l'Ouest a endurées et que le temps a peut-être accrues. Mais je dois ajouter que je ne suis pas indifférent à l'état de choses déplorable dont souffre l'Est, et l'Ontario en particulier.

Le ministre a déclaré que de nombreuses personnes qui habitaient dans les régions desséchées ont déménagé ailleurs. Où sont-elles allées? Je sais que plusieurs sont en Ontario. Je connais des familles que les citoyens d'Hamilton font vivre depuis quelques mois. Un cas me vient surtout à l'esprit, celui d'un homme qui alla s'établir, avec sa famille, dans le comté de Wentworth. Il apporta avec lui son cheptel. Il ne se plut pas sur la ferme où il s'établit et alla s'établir sur une autre. Au bout de quelque temps, il vendit ses animaux et avec cet argent il acheta une maison à Hamilton, sur laquelle il versa un acompte. Il est aux crochets de la ville depuis et Hamilton ne peut rien obtenir de la Saskatchewan pour ces gens-là.

Une foule de cas analogues se présentent à Hamilton. J'ai sur mon pupitre des renseignements au sujet de plusieurs cas d'infortune, mais je ne les consignerai pas aujourd'hui au compte rendu. Il reste cependant que le problème est grave à Hamilton, de même que dans d'autres villes ontariennes. N'empêche que le gouvernement fédéral refuse nettement aux municipalités de l'Est d'augmenter sa quote-part dans les secours d'assistance.

En 1935 on nous disait de voter pour King si l'on voulait des actes. L'inaction la mieux caractérisée est tout ce que nous avons eu, ainsi que d'autres honorables députés l'ont souligné. Le Gouvernement s'est tenu à démolir et à détruire les réformes sociales du régime précédent.

Que disaient les libéraux, en 1935, sur les tréteaux politiques? Ils soutenaient que, tous les gouvernements provinciaux du pays, à une exception près, étant libéraux, l'élection d'un gouvernement libéral à Ottawa assurerait l'union et la coopération dans tout le Canada et en ferait un véritable paradis politique. Et quel en fut le résultat? La désunion et la malveillance sont aujourd'hui plus profondes que jamais entre les provinces du Canada, depuis l'époque de la Confédération.

L'assurance-chômage s'imposait sans délai, puisqu'il y a tout à gagner à une application hâtive. Il y a déjà plusieurs années que la